

Contentieux postélectoral

Ça chauffe au conseil constitutionnel



- *Contre toute attente, le Mrc a produit hier devant les membres du conseil, des procès-verbaux pour prouver la fraude qui a émaillé la présidentielle, notamment dans l'Extrême-Nord.*
- *La troupe à Clément Atangana plongée dans un fort embarras.*
- *L'audience renvoyée à ce jour.*
- *Réaction des hommes politiques.* P.5

Justice

Plus de 200 personnes sous le coup d'une condamnation à mort

* *Le couloir de la mort est aussi une réalité camerounaise.* P.10

Marche de protestation

Le Sdf désavoue Jean Michel Nintcheu

 P.3

Présidentielle

Okala Ebodé recouvre la liberté

Il avait été arrêté depuis le 07 octobre dernier, jour du vote. P.2

Fonds Routier

La réponse à l'entretien des routes communales

 P.7

Présidentielle

Okala Ebodé du MRC recouvre la liberté

Il avait été arrêté depuis le 07 octobre dernier, jour du vote.

Le trésorier adjoint du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) a été arrêté le 7 octobre 2018, le jour de l'élection présidentielle dans un bureau de vote qui était logé dans les locaux du Collège Vogt. Gardé à la police judiciaire à Yaoundé, il a été libéré ce lundi. « Il se trouve à la résidence de Maurice KAMTO », a indiqué un proche d'Okala Ebode.

Les reproches pour lesquels il a été interpellé sont qu'il a perturbé le scrutin qui s'est tenu dimanche dernier. On l'accuse d'avoir également procédé à la destruction du matériel électoral.

« Ses camarades du parti affirment qu'Okala Ebode était effectivement à ce bureau de vote. Après avoir voté, il a voulu apposer sa signature. C'est alors qu'il découvre qu'une personne a signé à sa place. Il a demandé les explications aux membres de la commission locale qui supervisait les opérations de vote. Après une forte altercation qui s'en est suivie, les forces de maintien de l'ordre ayant été alertés, le militant du Mrc a été inter-



Okala Ebodé du MRC recouvre la liberté

pellé», raconte une source. Toutes les tentatives des cadres du Mrc pour le rencontrer à la Pj ont été vaines.

La libération de cet activiste et homme politique est intervenu quelques heures après l'interdiction de la conférence de presse

du Directeur de Campagne de Maurice Kamto, par les autorités. Considéré comme « un prisonnier politique » par de

nombreux activistes, une pétition avait été lancée sur internet pour demander sa libération.

K.J.

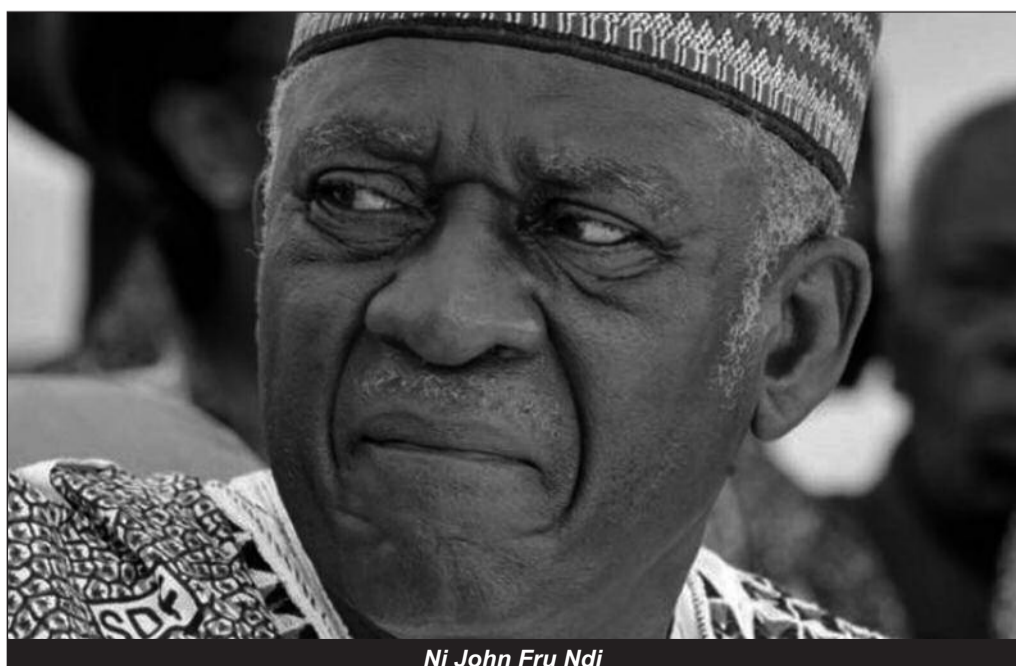
Crise anglophone

Le chauffeur de Fru Ndi blessé

Il a été pris à tort pour un sécessionniste.

En zone anglophone, les tensions et les affrontements se poursuivent, avec leur lot de morts et de blessés. Cette fois-ci, l'on a appris que le chauffeur du chairman, Ni John Fru Ndi a fait les frais de cette guerre. En effet, il était soupçonné par les éléments des forces de défense et de sécurité d'être un sécessionniste. Il aurait violé le couvre-feu en vigueur dans la ville. Ce, alors qu'il venait de déposer le chairman dans sa résidence de Ntarikon. L'homme a été conduit de toute urgence à l'hôpital. Sa vie ne serait pas en danger.

K.J



Ni John Fru Ndi

Communiqué

Le Directeur de publication du quotidien bilingue Emergence, informe ses lecteurs que le sieur Zéphirin Koloko, ne fait plus partie de l'équipe rédactionnelle dudit journal. Ce faisant, il ne peut plus se prévaloir de ce statut auprès de quiconque. Par conséquent, la rédaction se désengage de tout acte qu'il pourrait poser en son nom.

Marche de protestation

Le Sdf désavoue Jean Michel Nintcheu

Le député est face non seulement à une interdiction du gouverneur du Littoral, mais aussi à l'opposition de son propre parti qui lui cogne sur les doigts.

Jean Michel Nintcheu, député et cadre du parti Sdf, a commencé par ne pas cacher son soutien pour la cause de Maurice Kamto qui a réclamé la victoire dès le lendemain de la présidentielle. Dans la même veine, il a annoncé une marche à Douala pour dénoncer les fraudes et les irrégularités qui ont émaillé la présidentielle, prévue dimanche prochain. Il a ainsi saisi le sous-préfet de Douala IIIème pour déclarer sa manifestation publique. Une démarche qui lui vaut la désolidarisation de son parti, le Sdf. C'est que, dans une correspondance adressée au Préfet du Wouri, Adolphe Lottin-Same, le patron du SDF dans le département du Wouri, porte une estocade à la manifestation annon-

cée par son camarade. « Le Front social démocratique (SDF), se désolidarise de cette initiative personnelle qui n'engage que l'auteur de la déclaration de la manifestation publique et non le SDF... Comme vous pouvez le constater, cette déclaration faite sous entête de l'Assemblée nationale et susceptible de créer une confusion, ne nous engage pas », peut-on lire dans la correspondance du coordonnateur départemental du SDF-Wouri. A cette opposition de son propre camp, s'ajoute le communiqué du gouverneur du Littoral qui soutient que la période campagne électorale étant passée, toute manifestation et autre conférence de presse sont désormais proscrites.

Kami Jefferson



Jean Michel Nintcheu

Bertoua

La jeune fille à l'école de la vie

La coordination des associations pour la promotion du genre et le développement durable vient d'organiser la 7e édition de la journée internationale de la jeune fille à l'Est.

C'est sous le thème "autonomisons les adolescents avant et après les crises" que la jeune fille de l'Est Cameroun a été entretenue dans la salle polyvalente du lycée technique de Bertoua Kano. Pendant que la communauté internationale la célébrait le 11 octobre dernier, celles du Soleil a été reportée pour des soucis de calendrier. La cérémonie était présidée par le premier adjoint préfectoral du Lom et Djerem, Bama François. Y prenaient aussi part la coordonnatrice générale de la Capgedd-Est, le délégué départemental du Minproff/Lom et Djerem, les responsables de L'Unfpa, Mutcare, L'Acms et élèves des lycées et collèges de la ville de Bertoua. Selon

Flora Ndoliké Gbakoé, Coordonnatrice générale de Capgedd, "le choix sur la tranche d'âge répond au fait que la jeune fille commence à avoir des envies. L'adolescence étant une période difficile pour l'encadrement de la jeune fille. Il est question d'armer la cible sur les dangers qui les guettent." Les participantes ont acquis des notions sur le comportement durant la période de l'adolescence. Elles ont été également appelées à visiter le service de santé de reproduction disponible à l'hôpital régional de Bertoua et dont la consultation est totalement gratuite pour les jeunes de 10 à 24 ans. Les activités de cette journée étaient ponctuées autour des discours, débats et poèmes.

Bossis Ebo'o



Flora Ndoliké Gbakoé

Quotidien émergence

1^{er} Quotidien Bilingue Privé au Cameroun

Disponible dans vos Kiosques Tous les Jours



- Une information de qualité
- Des analyses percutantes
- Un réseau d'abonnés
- Des bureaux dans les 10 régions
- Une imprimerie moderne

Lisez et faites Lire

Contentieux post-électoral

Le conseil Constitutionnel dos au mur

16 requêtes rejetées, la 17ème du Mrc a provoqué une suspension d'audience pour ce matin.

16 recours déjà examinés, la seconde qui compte 25 points est en suspens. En effet, la première sortie pour le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) s'est achevée par une « irrecevabilité » quant à la forme car elle portait notamment sur la récusation de six membres du Conseil Constitutionnel. Parmi les arguments développés par les bâtonniers Yondo Black Mendengue et Akere Muna, et les cinq autres conseils, la partialité des membres du Conseil dictée soit par la filiation au Rdpcc soit par le fait que le président a pour épouse une députée Rdpcc, pose problème.

Dans sa décision, le Conseil Constitutionnel a noté que seul le Chef de l'Etat peut mettre fin à leurs fonctions, les représentants des partis politiques n'ayant pas qualité pour le faire.

En guise de complément à cet argument, Grégoire Owona qui représente le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpcc) s'est dit surpris de ces informations. Peut-être que l'équipe de Maurice Kamto s'est appuyée sur des éléments qui n'étaient pas mis à jour d'autant plus que les noms de membres du Conseil Constitutionnel querelés peuvent avoir été conservés sur une liste ancienne, a-t-il noté face au président Clément Atangana et les autres membres du Conseil.

Dans le deuxième recours du Mrc qui était en examen au moment où l'audience a été suspendue autour de 20 heures 30 minutes, 17 des 25 points présentés soulevaient des irrégularités notées par Me Ndoki.

De nouvelles preuves qui n'ont pas, en la forme, été présentées aux autres huit candidats à l'élection présidentielle. Elles portent notamment sur les photographies de tableaux dans les bureaux de votes, des procès-verbaux, notamment celui de la commission nationale de recensement général des votes signés par Alain Fogue Tedom du Mrc et dont les chiffres sont querelés, l'absence de certaines signatures de représentants des partis politiques, des remplissages incorrectes et des chiffres différents de ceux rendus publics par les commissions départementales de décompte des voix.

Ces documents relatifs au scrutin dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest reviennent sur le vote à plusieurs reprises des militaires à l'école maternelle du secteur 2, les résultats dans la région du Nord, de l'Est, etc.

Le MRC a mis le conseil constitutionnel dans l'embarras, au regard du renvoi de la session du contentieux électoral à ce matin 9h30. La séance d'hier s'est achevée par une demande du parti de Maurice Kamto : qu'Elecam via le président du conseil constitutionnel produise ses documents pour mesure de



Les représentants du Mrc face à Clément

vérification auprès du président Clément Atangana et les 10 autres membres du Conseil.

Suite à la présentation de ces documents, le président du conseil constitutionnel a traité Maître NDOKI de menteuse. Le professeur Alain FOGUE a regretté ces propos déplacés du Président du Conseil constitutionnel tout en réitérant que les documents par eux présentés ont été produits par la Commission Nationale de recensement général de vote et signés par chaque représentant des partis avant de demander que le Conseil produise les originaux pour

savoir qui est réellement le menteur.

Concernant les autres candidats

Concernant le recours en annulation totale introduit par le parti Univers la crédibilité, la transparence et la régularité entre autres ont fondé l'essentiel du recours. Il a néanmoins été rejeté quant à la forme par le président Clément Atangana ; le Conseil Constitutionnel a estimé tout simplement que le recours est irrecevable. Justement, suivant Elections Cameroon (Elecam), le candidat Cabral Libii n'a produit aucun moyen (dispositions légales) qui permet d'étayer le mémoire en défense.

Même les témoignages de l'un des leurs qui a été victime de violences n'a rien changé à la position du Conseil Constitutionnel.

Le prisonnier Bertin Kisob n'a pas eu gain de cause en ce qu'il n'a pas qualité. Même s'il accuse le Renouveau d'être à la solde de la Chine et de la France, le fait de n'avoir pris part à la compétition depuis que la liste des neuf candidats a été retenue, l'a disqualifié, de même que les autres 14 éléments du recours. Reste attendu ce matin également, l'examen du recours du candidat Joshua Osih qui a demandé une annulation de l'élection présidentielle.

Hervé Ndongong

Réactions...

Prosper Nkou Mvondo, président du parti Univers

« Nous devrions avoir honte de ce qui se passe au conseil constitutionnel »



Ce qui se passe en ce moment au Cameroun et devant le conseil constitutionnel, nous devrions en tant que Camerounais, en avoir honte. Mais permettez-moi de me réjouir du fait que notre requête a été simplement rejetée en la forme. Ce qui montre la pertinence de ce que nous avons dit en ce qui concerne le fond. Nos représentants dans les bureaux de vote ont été molestés, ont été empêchés de faire leur travail, jetés hors des commissions locales de vote comme des malpropres. Et vous allez observer que partout où le candidat Biya a été seul avec son administration et Elecam, le taux de participation touche les 100%, ainsi que le taux des suffrages qui sont attribués. Nous avons refusé de signer les procès-verbaux de la commission de recensement général des votes, parce que sur le plan juridique, ces procès-verbaux n'étaient pas recevables. Ce sont des pv fabriqués.

Réactions...

Paul Erik Kingue, directeur de campagne de Maurice Kamto

« Nous n'avons aucune confiance en cette cour »



l'a vu.

Le président du conseil constitutionnel est l'époux d'une députée du Rdpcc. Il y a plusieurs autres cas d'incompatibilités qu'on a soulevés. A partir de ce moment, le monde est édifié. On sait que nous n'avons plus à faire aux juges impartiaux, mais aux créatures de monsieur Biya. Nous sommes en train de vivre ce à quoi nous nous attendions un peu. Nous n'avons aucune confiance en cette cour. Puisque les procédures existent, il fallait qu'on montre au peuple camerounais que nous sommes légalistes jusqu'au bout. Nous l'avons fait, et le peuple

Télécoms

Un nouveau DG à Yoomee Cameroun

Après l'annonce de la démission d'Emmanuel Forson, c'est Jules César Lengue qui prend la tête de l'entreprise de télécommunication.

Jules César Lengue est le nouveau Directeur Général de Yoomee Cameroun. Il a été présenté à la presse hier à Douala. Quelques jours seulement après l'annonce de sa démission, Emmanuel Forson a trouvé un remplaçant au sein de l'entreprise qu'il a eu la charge de diriger pendant 4 ans.

Au cours de la cérémonie de présentation du nouveau dirigeant, un hommage a été rendu au directeur général ci-dessus. Une façon de reconnaître son apport au sein de l'entreprise qui connaît d'énormes difficultés depuis quelques années. Celles-ci qui sont dues à la concurrence. D'ailleurs, le nouveau Dg qui occupait avant sa nomination la place de Directeur Général adjoint arrive donc à la tête d'une société qui a perdu

son positionnement de leader ISP, ainsi qu'une bonne partie de ses abonnés qui s'explique par la non-mise à jour de sa technologie et de sa couverture du réseau.

C'est dans un communiqué qui date du 10 octobre 2018, que YooMee a annoncé le départ de son directeur général, Emmanuel Forson. L'ex-société de fourniture de services internet, devenue quelques années plus tard opérateur virtuel du mobile connaît selon des sources, des démissions et des licenciements internes. « L'entreprise créée en 2011 rencontre d'énormes difficultés à s'imposer sur un marché très compétitif », révèle le communiqué qui indique le départ d'Emmanuel Forson. Lui qui a quitté l'entreprise en vue « de nouveaux défis professionnels ».

Michèle Ebongue



Jules César Lengue

Cacao

Le Cameroun lance la sélection des producteurs devant bénéficier de la prime à la qualité

Les producteurs de cacao au Cameroun ont la période allant du 16 octobre au 16 novembre 2018, pour se faire enregistrer auprès des délégations départementales du ministère du Commerce territorialement compétentes, afin de pouvoir bénéficier de la prime à la qualité du cacao, pour le compte de la campagne 2017-2018.

Selon le communiqué rendu public à cet effet par le ministre du Commerce, les postulants à cette prime, estimée à un milliard de francs CFA, selon des sources internes à l'interprofession cacao-café, devront, en plus des éléments permettant leur identification comme producteur, présenter un « document attestant de la commercialisation d'un cacao de grade 1 ou good fermenté ».

Pour rappel, la prime à la qualité du cacao a été instituée au Cameroun, au cours de la dernière campagne, afin d'encourager les producteurs locaux à

produire des fèves de qualité.

En effet, depuis plus de dix campagnes, le pays exporte plus de 90% des fèves de grade 2. Mais, à la faveur de l'instauration de la prime à la qualité, « les quantités de fèves exportées en grade 1 sont passées, entre les campagnes 2016-2017 et 2017-2018, de 1 099 à 8 933 tonnes, soit une augmentation de 713% d'une campagne à l'autre », avait révélé le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, le 8 août 2018, à Yaoundé, à l'ouverture de la 6ème édition du Festival international du cacao camerounais (Festi cacao).

Oscar Onana



Le Cameroun lance la sélection des producteurs devant bénéficier de la prime à la qualité

Fonds Routier

La réponse à l'entretien des routes communales

Jean Claude Atanga Bikoe, administrateur du fonds routier a ouvert à Bertoua ce 16 octobre, l'atelier technique des ordonnateurs. Objectif, préparer l'exécution du programme 2019.

La programmation 2019 se prépare dans un contexte particulier, structuré par plusieurs problématiques majeures, à savoir : la question des marchés à forte antériorité qui continue de se poser avec un niveau d'engagement chiffré à quelque 130 milliards, l'insuffisance des ressources et de trésorerie qui entravent les prestations, la question du compte 42 qui n'offre plus de garantie de liquidité et de lisibilité, l'insuffisance dans le montage et le pilotage des projets, et l'éternelle problématique de passation des marchés en régie. Des points et bien d'autres sur lesquels les participants de l'atelier de Bertoua vont se pencher pour trouver des solutions afin d'élaborer la programmation de l'exercice 2019. A ce sujet, et selon le Maire de la Commune de Bertoua 1er, Me Bembell D'Ipack Olivier Cromwell : « Si les élus locaux que nous sommes pouvons saluer les multiples efforts consentis par les pouvoirs publics en la matière, nous constatons malheureusement pour le déplorer que nous sommes le maillon faible de la chaîne.

La faible synergie des différents



Photo de famille participants à l'atelier de Bertoua.

acteurs, la faiblesse des moyens avec pour effet induit les différents retards dans la production des données avant le démarrage des travaux, les retards de paiement des prestataires, et parfois l'incohérence entre les calendriers de passation des marchés et la pression des besoins de terrain, nous donnent l'image des Maires immobiles, paresseux, incompé-

tents, à la merci de nos populations qui ne comprennent pas toujours où se trouve le problème. Or, pour nous, en suivant les recommandations formulées en 2015 par le Comité de Gestion du Fonds Routier, il nous semble loisible qu'il y a une nécessité de revoir les réponses apportées par le Ministère des Travaux Publics »

Les Maires désormais maîtres

d'ouvrage sont de ce fait concernés dans le cadre d'une synergie d'action et d'implémentation du processus de décentralisation, en tant qu'acteur du développement à la base. Lors des travaux en atelier, les participants venus de toutes les administrations sectorielles (Mintp, Mintransport, Minduh, Feicom, Conaroute, Minmap, de l'Ins, Minepat, Minfi,

la mairie de Mandjou et de Bertoua 1er, etc) vont échanger sur les recommandations de l'atelier de Mbalmayo, et des procédures qui continuent d'alourdir la machine, rendant inefficace le rôle du Fonds Routier et surtout du comité mis en place pour apporter des réponses à l'entretien des voiries communales au Cameroun.

Bossis Ebo'o

Commerce

Le Cameroun et le Congo signent un protocole pour booster les échanges commerciaux

La Direction générale des Douanes (DGD) a signé le 9 octobre, au nom du gouvernement de la République du Cameroun, un projet d'accord de coopération en matière de transport terrestre des marchandises avec la République du Congo.

Le Cameroun et le Congo devant être prochainement reliés par une route bitumée de 651 km reliant la ville de Sangmélina au Sud du Cameroun à la ville de Ouessou dans le Nord du Congo, le nouveau protocole d'accord impactera davantage leurs économies respectives.», indique la DGD. Elle ajoute que, conscients de l'importance des transports pour le développement et convaincus de la nécessité d'une étroite coopération entre les deux Etats en vue de maîtriser les problèmes inhérents aux

transports des marchandises et des personnes, les participants ont notamment arrêté les lignes directrices de ce document de référence. Le but ultime étant la densification des échanges commerciaux et le renforcement de l'intégration sous-régionale. Au-delà du contexte, le président Paul Biya a signé en décembre 2012, un décret portant ratification de l'accord de transport aérien conclu avec le Congo. Le Cameroun a par ailleurs, mené des actions semblables avec le Tchad et la RCA.

Oscar Onana



Des vivres

Microfinance

La Cobac met sous administration provisoire la microfinance camerounaise Amicale Finance

La Commission bancaire d'Afrique centrale (Cobac) vient de mettre sous administration provisoire l'établissement de microfinance (EMF) camerounaise « Amicale Finance ».

Cette décision de la Cobac à l'encontre de l'établissement de deuxième catégorie dont le capital devait être de 100 millions FCFA au 1er janvier 2018, fait suite à une injonction datant du 11 janvier 2017. Amicale Finance présentait alors des signes de difficultés financières, selon la commission. Ensuite, le 16 janvier 2018, la Cobac a formellement ouvert une procédure disciplinaire en bonne et due forme à l'encontre de la microfinance et ses dirigeants sociaux.

Pour sauver l'EMF, Dieudonné Evou Mekou, président suppléant de la Commission, indique que, par décision du 7 septembre 2018, Philippe

Moumbon, expert financier judiciaire, a été désigné administrateur provisoire d'Amicale Finance S.A pour une durée de trois mois à compter de la date de notification de la présente décision.

Amicale Finance vient rallonger la liste des EMF en difficulté au Cameroun.

En effet, à l'instar de Comeci, Cofinest, Crédit du Golfe ou encore Fiffa, qui ont fait faillite ces dernières années, nombre de ces établissements au nombre de 412 en 2017, sont souvent gérés par leurs promoteurs comme des épiceries et finissent par fermer boutique au bout de quelques années de fonctionnement. Les épargnants, eux, se retrouvent sinistrés.

Oscar Onana



La Cobac met sous administration provisoire la microfinance camerounaise Amicale Finance

CAN 2019

Le Cameroun lance une opération d'assainissement du secteur tourisme et voyages

Le ministère camerounais du Tourisme et des Loisirs a dévoilé, le 12 octobre 2018, une liste de 280 agences de tourisme et de voyages, habilitées à exercer sur le territoire national.

Selon les responsables de ce département ministériel, seules ces agences sont désormais officiellement reconnues dans ce secteur dans lequel pullulent des concurrents clandestins, qui non seulement ne remplissent pas les critères réglementaires requis pour exercer cette activité, mais excellent également dans des pratiques susceptibles de ternir l'image du Cameroun aux yeux des touristes.

La publication de cette liste, apprend-on officiellement, entre dans le cadre d'une opération d'assainissement du secteur du tourisme et du voyage, en prélude à la CAN 2019, que le Cameroun organise en juin prochain.

«Depuis le mois de juin (2018), nous avons commencé une opération de contrôle des agences recensées. Le moment venu, nous allons procéder à la déconnexion de celles qui ne sont

pas reconnues du Global Distribution System, qui est la plateforme d'échanges entre les compagnies aériennes.», prévient Peter KumaKombain, sous-directeur des agréments et du classement à la direction des entreprises touristiques du ministère du Tourisme et des Loisirs.

Pour rappel, le gouvernement camerounais entend faire de la CAN 2019, un grand moment de l'activité touristique dans le pays. Pour ce faire, dès 2017, le ministère du Tourisme et des Loisirs annonçait déjà l'organisation d'une campagne de marketing et de communication sur les atouts du pays, avec pour objectif d'atteindre un million d'arrivées de touristes internationaux au cours de cette grand'messe du football africain.

Selon les calculs de ce département ministériel, si ce but est atteint, ces arrivées de touristes pendant la CAN 2019 vont générer 75 milliards de francs Cfa de frais



Le Cameroun lance une opération d'assainissement du secteur tourisme et voyages

de visa, 10 milliards de frais de timbres d'aéroport, 120 milliards de francs Cfa de taxes touristiques reversées à l'Etat. Ce qui fait un total partiel de 205 milliards de

francs Cfa.

En outre, indique le département ministériel en charge du tourisme, pas moins de 750 milliards de francs Cfa ont déjà été investis dans l'éco-

nomie touristique du pays, depuis l'annonce de l'attribution de l'organisation de cette compétition au Cameroun.

O.O

Africa code week

L'initiative vise cette année la formation de plus de 500000 jeunes africains au numérique

Le lancement officiel de la deuxième édition a eu lieu hier à Yaoundé, en présence des responsables en charge du ministère des enseignements secondaires, et celui de la jeunesse et de l'éducation civique.

Africa code week est l'histoire de centaines d'écoles, organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, entreprises et associations faisant équipes pour réduire la fracture des compétences sur le continent. Leur objectif est de mettre entre les mains des jeunes africains les compétences informatiques dont ils ont besoin pour réussir au 21ème siècle. C'est dans cette optique que le lancement officiel de la deuxième édition a eu lieu hier à Yaoundé, sous l'initiative de son coordonnateur Jérôme Monteu. Il va s'agir de former les enseignants sur l'outil informatique, qui à leur tour vont former les élèves du secondaire. « L'an dernier, on a formé 390000 jeunes. Cette année, on projette de former plus de 500000 jeunes », a précisé le représentant du ministère des enseignements secondaires (Minesec).

A cet effet, les enseignants du secondaire et ceux des centres multifonctionnels des jeunes de Yaoundé ont



Photo de famille

répondu présent. Pour le représentant du Minesec, il fallait absolument s'adresser aux enseignants qui sont les acteurs principaux, pour aider les élèves à développer les compétences numériques dont ils ont besoin pour le 21ème siècle. « La finalité de ladite initia-

tive c'est de créer le déclic, de décomplexifier les élèves pour qu'ils puissent prendre le contrôle de l'ordinateur et qu'ils puissent produire les logiciels et les jeux numériques », a précisé le représentant du Minesec.

Pour lui, le défi actuel n'est

pas d'avoir un ordinateur, mais d'être capable de contrôler son ordinateur et de lui donner les instructions pour qu'ils répondent à nos besoins.

Il faut relever qu'à la suite de cette formation, un concours de challenge de programmation sera lancé

à l'intention des élèves des lycées et collèges du Cameroun, comme ce fut le cas l'an dernier. En effet, 150 élèves y ont participé l'an dernier au lycée de Nkol-Eton, à l'issue duquel 05 meilleurs ont été primés, le 1er étant une fille.

Rosette Ombessack

Immigration en occident

Qu'est-ce qui fait fuir la jeunesse camerounaise ?

Bon nombre de jeunes arguent qu'ils se lancent à la recherche d'une vie meilleure, que le Cameroun est loin de leur offrir.

Dimanche dernier, huit jeunes femmes camerounaises sont arrivées à l'aéroport de Douala, en provenance du Koweït. Ces camerounaises s'y étaient rendues afin d'y travailler en tant que femmes de ménage dans des foyers. Objectif : gagner beaucoup d'argent. Elles étaient loin de s'imaginer les dures réalités qui les attendaient. Exploitation, maltraitance et humilia-

tion entre autres constituaient leur lot quotidien. Le cas des jeunes femmes du Koweït n'est pas isolé. On a encore en mémoire ces camerounais qui, récemment partis en aventure en Europe en passant par la Lybie, ont été réduits à l'esclavage. « Il y a deux ans jour pour jour, mon petit-frère était porté disparu. Ma famille de Yaoundé croyait qu'il était à Douala, et ma famille de Douala croyait qu'il se trouvait à Yaoundé. Mais c'est plu-

tôt un non-membre de la famille qui a appelé depuis Bamenda, pour nous dire que mon petit frère était déjà loin là-bas en Algérie », raconte Geneviève enseignante et mère de trois enfants. Elle ajoute que la famille a tout fait pour que son petit-frère retourne vivre au Cameroun. « Je vous assure que ça n'a pas été chose facile. Surtout que le gars considérait l'Algérie comme une escale avant de continuer pour l'Italie », déclare Gene-

viève. Et le phénomène monte en puissance. Or, en aventure, les camerounais risquent leur vie mais ils préfèrent continuer, parce qu'ils sont à la recherche d'une vie meilleure. Ils préfèrent manger dans la même assiette que les chameaux de leurs passeurs Touaregs, parce que c'est tout ce qu'on leur propose comme nourriture. Ils préfèrent supporter les nuits blanches, s'entasser dans des grottes obscures, risquer leur vie sur

les embarcations de fortune qui peuvent les balancer dans l'océan à n'importe quel moment. « Tout ça parce que dans leur propre pays, les dirigeants ont passé le temps à ne leur faire subir que des mésaventures », déclare le géniteur d'un immigrant.

Un doigt accusateur est donc pointé sur les pouvoirs publics, garants de la paix et de la stabilité totale.

Rosette Ombessack

Justice

Plus de 200 personnes sous le coup d'une condamnation à mort

Le couloir de la mort est aussi une réalité camerounaise, même s'il n'y a plus eu d'exécution depuis la fin des années 80.

22 5. C'est environ le nombre de personnes qui arpentent le couloir de la mort au sein des prisons camerounaises. Ce chiffre a été révélé lors de la journée mondiale contre la peine de mort qui s'est tenue sous le thème : « Les conditions de vie dans le couloir de la mort ». C'est l'Extrême-Nord qui détient la palme d'or du plus grand nombre de condamnés à mort, soit 117 personnes, selon le Réseau des avocats camerounais contre la peine de mort (RACOPEM). Me Nestor Toko, président du RACOPEM, ajoutera même que « les tribunaux de Maroua font du Cameroun le 5ème pays dans le monde en

termes de condamnation à la peine capitale ».

Même si le Cameroun n'a plus connu d'exécution depuis la fin des années 80, la lutte contre la peine capitale demeure une réalité dans notre pays. A ce sujet, de nombreuses associations de défense des droits de l'homme se mobilisent pour son abolition, vu qu'elle est toujours en vigueur dans le code pénal, notamment en cas d'assassinat.

A cet effet, l'association « Justice impartiale » a initié un projet dénommé « Education des jeunes à l'abolition de la peine de mort au Cameroun », en vue de mobiliser les jeunes pour qu'ils jouent leur partition dans le processus de lutte contre la peine capitale.

K.J.



Au sein de la prison de New Bell

Kribi

On assainit le secteur des motos

Il est question de former les conducteurs de moto dans l'exercice de leur profession.

L'objectif vise à permettre aux conducteurs d'engin à deux roues d'avoir un permis de conduire de catégorie A. A cela, s'ajoute la possibilité d'avoir une police d'assurance à moindre coût, tel que l'explique Samuel Franck Mvondo, chef de projet. Les moto-taximen ainsi formés peuvent également bénéficier de l'immatriculation de leur engin. C'est ainsi qu'Emile Zouilly moto taximan soutient que « le promoteur de ce projet a mis des garanties et on sait désormais chez qui on devrait se présenter en cas de problème ». En effet, les professionnels de la moto exerçant dans la ville Kribi ont été sensibilisés sur l'engagement du gouvernement à assainir leur milieu professionnel gangrené par des dérapages de toutes sortes.



On assainit le secteur des motos

Une action dont se félicite Prosper Edjidji, Délégué départemental des Transports de l'Océan, qui considère cette démarche

comme « une opportunité idoine qui va nous permettre de relever le taux de conformité des conducteurs de motos de la ville

de Kribi et de contribuer efficacement à la mise aux normes de ce secteur qui constitue une véritable préoccupation pour les

pouvoirs publics“. Cette initiative est portée par le projet moto-Afrique.

K.J

Indomitable Lions obtain a zero all draw against Malawi in Blantyre in the second leg of the AFCON 2019 qualifier

The unproductive eleven aligned by Clarence Seedorf got a draw on Tuesday in Blantyre after the 90th minute of the match they never mastered. The two axial wings had difficulty functioning and the sides did not really work, the two off-center offensive were not also up to the task. With poorly executed kicks and non-mastery of any game plan, the Lions could not hope for anything big as far as results are concerned.

The next game in Morocco will certainly reveal the game plan of the coach of Lions and men he trusts. If the lions won this match, they would have remained at the top of group B with a total of 10points but unfortunately, they are running short, with just 8points.

It should be recalled that yesterday's match was played without Captain Eric Maxim Choupo Moting



Clarence Seedorf and the Lions.

who sustained an injury in the first leg in Yaounde last Friday 12, 2018. Choupo Moting netted the lone

goal for Cameroon and as a resulting securing 3points for his team. Notwithstanding, Came-

roon in her capacity as the host of the 2019 AFCON, automatically qualifies for this tournament and is the-

refore using these matches as a form of preparation.

By Amos Muang Nsah

Canon of Yaounde and Lion Blesse of Fortuni to play in the Elite One championship next session and at the same time National Polytechnic, NUFC and Cosmos will stay in the Elite two

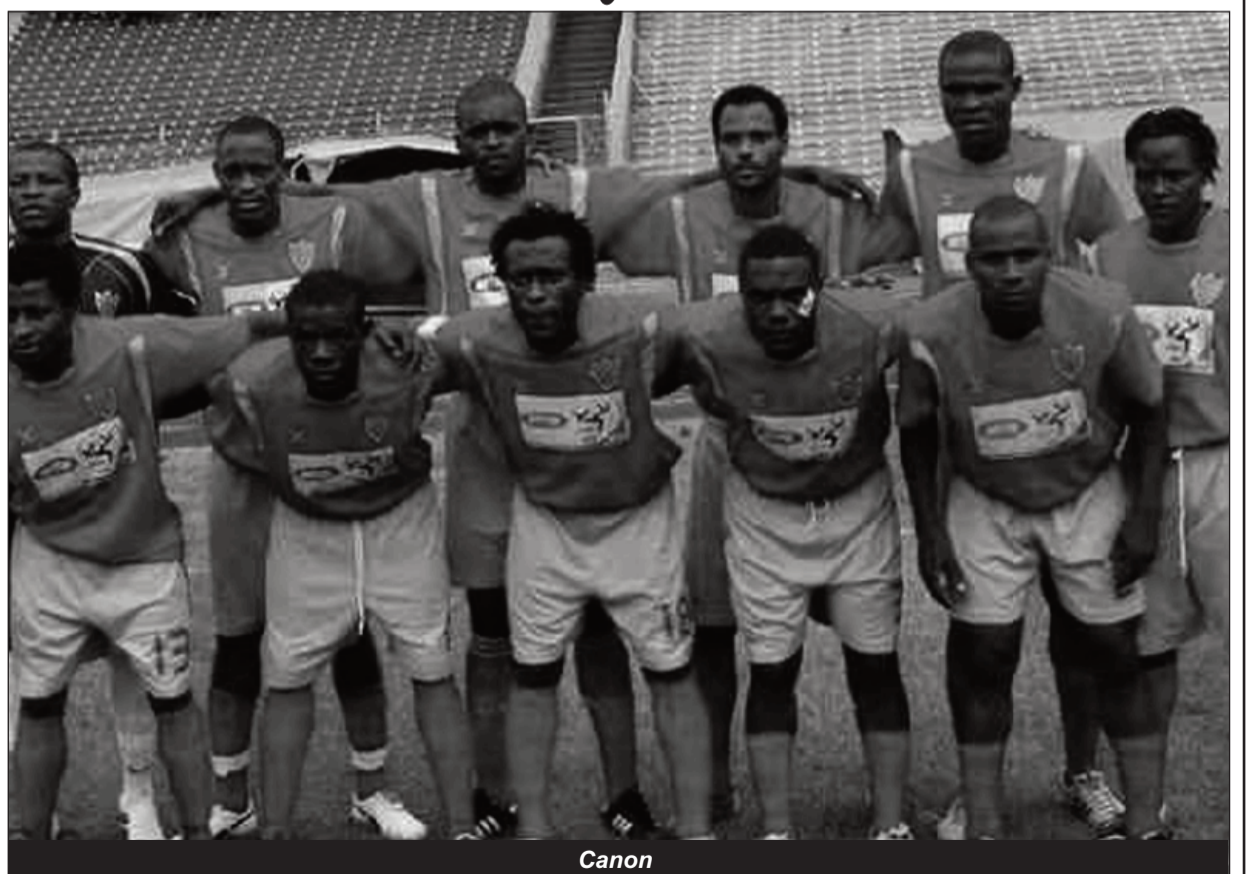
The president of the Cameroon professional football league, General Pierre Semengue has signed a release stating out clearly that 20 clubs will play in the MTN Elite One championship next season and how the Elite 2 championship is going to get its required number of 18 clubs.

Barely hours after the president of LFPC decided to increase the number of Clubs in Championships Canon Yaounde, Lion Blesse of Fortuni, National Polytechnic of Bambui, Ngaoundere University FC and Cosmos of Mbam will play in the elite one and the 10 clubs that will participate in the upcoming national Interpol.

The October 15th release,

signed by the president of LFPC in an attempt to ensure that the new season's championship gets the required number of club pointed out that the top 5 clubs in the 2017/2018 league two championship will get league one status in the new season. That is Avion of Nkam, PWD Bamenda, TKC of Yaounde, Canon Yaounde and Lion Blesse of Fortuni will all be promoted and all clubs (Aigle Royal, YAFOOT FC and Bamboutos) that had to be relegated from the top flight are to stay in League two.

The release equally pointed out that no Elite two clubs last season will be relegated, 5 clubs will be promoted from the national playoffs for elite two while the last 3 clubs in last season's MTN Elite one Cham-



Canon

pionship will be relegated. The MTN Elite One championship has been slated to

kick off on Saturday 4th of November 2018 while the Elite two Championship be-

gins on the 10th of the same Month.

By Amos Muang Nsah

Nigeria

Une humanitaire exécutée par une faction de Boko Haram

C'est le gouvernement nigérian qui a annoncé la mort d'une infirmière du Comité international de la Croix rouge, lundi 15 octobre.

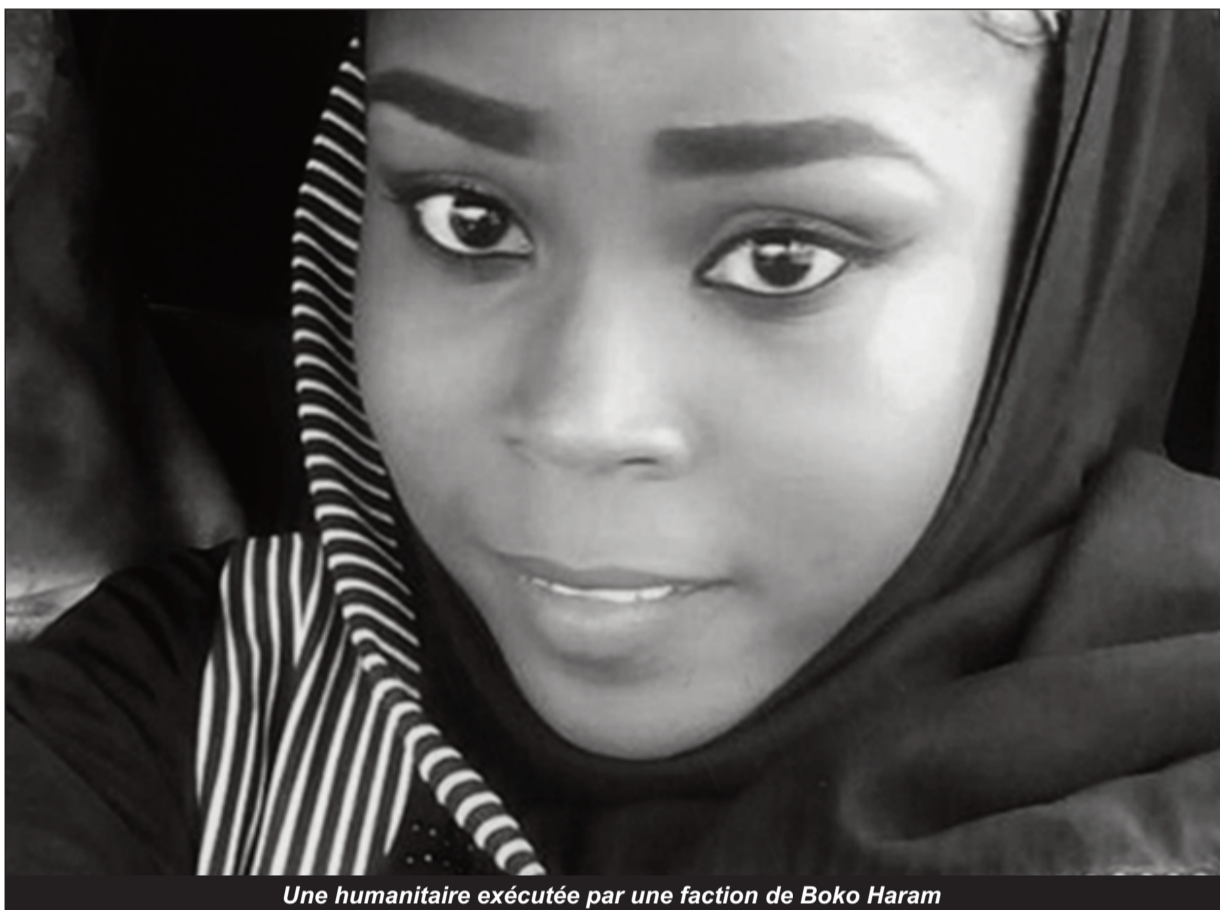
Hauwa Leman, 24 ans, faisait partie des trois humanitaires enlevées le 1er mars 2018 au cours d'une attaque dans le nord-est du pays. Une attaque, qui avait coûté la vie à huit militaires et trois humanitaires. Après des semaines de négociations, la faction de Boko Haram liée au groupe Etat islamique a exécuté une des humanitaires le mois dernier. Dans une vidéo, les ravisseurs menaçaient de tuer les deux autres otages si leurs revendications n'étaient pas satisfaites. Avec un ultimatum, qui expirait lundi soir.

Le CICR en avait appelé à « l'humanité » de l'ISWAP, la faction de Boko Haram à l'origine de l'enlèvement. « Nous avons des contacts avec ce groupe, nous ne négocions pas de rançon, mais nous appelons à la clémence pour qu'une autre

issue soit trouvée », expliquait en effet lundi soir, Annick Bouvier, l'une des porte-parole Afrique du CICR à Genève. En vain. Les jihadistes ont mis leurs menaces à exécution.

A l'annonce de sa mort par le gouvernement nigérian, les hommages se sont multipliés sur internet. Dans un communiqué, le mouvement Bring back our girls, qui milite pour la libération des otages de Boko Haram, s'est dit profondément attristé.

Les jihadistes détiennent encore une travailleuse de l'Unicef ainsi qu'une jeune fille chrétienne enlevée il y a six mois dans une école de Dapchi, dans le nord-est. Le ministre de l'Information nigérian demande leur libération. Il évoque un meurtre « ignoble, inhumain et impie ». Selon lui, le gouvernement nigérian est toujours resté ouvert aux négociations. Le CICR de son côté, reste prudent, ne confirme



Une humanitaire exécutée par une faction de Boko Haram

pas cet assassinat et attend d'avoir « des informations précises » pour se prononcer, lit-on sur son compte Twitter.

Les kidnappings contre rançon sont monnaie courante pour Boko Haram afin de financer ses opérations. L'ONU estime à 27 000 le

nombre de victimes des violences entre le groupe jihadiste et l'armée nigérienne depuis 2009.

Source Rfi Afrique

Côte d'Ivoire

Le PDCI se met en ordre de marche pour 2020

En Côte d'Ivoire, le PDCI tenait ce lundi à Daoukro son 6e congrès extraordinaire. Un congrès convoqué à la hâte pour entériner son divorce définitif avec le RHDP, la coalition réunie autour du RDR d'Alassane Ouattara, dont il a claqué la porte. Le PDCI qui se met en ordre de marche pour 2020.

Même s'il en a peu été question à la tribune, sinon de manière allusive, les contestations et les tensions autour de certains résultats électoraux étaient dans toutes les conversations ce lundi, à Daoukro. Dans sa déclaration finale, le congrès reprend les propos tenus la veille par le secrétaire exécutif et dénonce « les manipulations frauduleuses et éhontées » qui ont émaillé ces scrutins.

Mais l'objet de ce congrès extraordinaire n'était pas de contester les déroulements des élections pour Henri Konan Bédié : « Les présentes assises visent à restaurer la stabilité et la cohésion au sein du parti au travers d'une clarification pour une marche harmonieuse vers la reconquête du pouvoir d'Etat en 2020, notre objectif majeur ».

Plus question d'adhérer ou de s'allier au RHDP a bien expliqué le président du PDCI : « Je tiens



Le PDCI se met en ordre de marche pour 2020

à préciser qu'il n'est pas possible d'être à la fois militant du PDCI-RDA et militant du RHDP-Parti unifié ».

Le PDCI va travailler à la mise en place d'une plateforme politique

pour contrer le RHDP. Dans la salle à côté des représentants de partis amis comme le MFA ou le PIT, une émissaire de Guillaume Soro et le leader de l'une des deux branches du FPI, Pas-

cal Affin'Guessan, qui attend davantage qu'une plateforme : « Il y a une espérance de notre peuple et cette espérance se trouve dans cette nouvelle alliance entre le PDCI-RDA et le

Front populaire ivoirien ».

En 2020, le PDCI aura bien son candidat qui sera désigné lors d'une convention en 2019.

Source Rfi Afrique